



académie de
Versailles

Rentrons en force

Edito	1
Bilan de rentrée dans l'académie	2-3
Macron veut couler la voie pro	4
Non à la répression contre Kaï Terada	5
Budget de France : la région fait les poches des lycées.	6
Les sales profs	7
La collective	7
Contacts	8

Commission paritaire n° :
1012S07065

Dir. de publication :
Marie Buisson
Imprimé sur papier
recyclé

Un vent de paradoxe souffle sur cette rentrée. Nous reprenons le chemin de l'Ecole sans les masques et sans Blanquer. La menace épidémique semble s'atténuer et nous permet d'envisager plus sereinement les premières heures de classe. Une rentrée également sans les provocations et les mensonges d'un ministre honni mais dont la politique a largement influé dans le ministère. En effet, la tête de notre ministère a changé et Pap Ndiaye promet un changement de méthode.

Oui, mais quel changement pour la politique éducative ? Aucun ou presque. Le ministère promet une hausse historique des salaires sans en définir les contours. Un début de carrière à 2000 euros serait un bon début mais *quid* des autres personnels ? Qu'en est-il également des personnels précaires et en premier lieu les AESH ? Nous y reviendrons dans le reste de notre journal. Le rectorat a utilisé tous les ressorts des ressources humaines pour limiter la faible attractivité de nos métiers mais est incapable de trouver des solutions pour le recrutement des AESH et des AED notamment. C'est également le cas pour la médecine scolaire, les infirmeries, les assistant.e.s sociaux.ales. De l'aveu de notre rectrice qui manie parfaitement le langage du néomanagement, nous ne sommes pas concurrentiels sur un marché de l'emploi qui se tend. Traduction : nous sommes incapables de payer correctement les agents pour des tâches pourtant essentielles.

Mais que dire dans le même temps des conditions de rentrée pour les nouveaux venus dans la profession ? Il ne s'agit pas pour notre organisation syndicale de mettre de la division entre contractuel.le.s parachutés dans les classes sans la moindre formation et les titu-

laire ! Nous revendiquons toujours la titularisation sans condition de concours ni de nationalité. Nous revendiquons également une véritable formation pour les personnels. Enseigner est un métier qui s'apprend !

Plus globalement, les nuages s'amoncellent sur notre service public et en particulier sur la voie pro. Il suffit pour cela de lire le discours de Macron aux recteurs.trices. Le nouveau grand spécialiste de la voie professionnelle, notre tout puissant président et quasi omniscient, veut une nouvelle fois faire de la voie professionnelle une voie de l'excellence. C'étaient les propos de Blanquer avant la transformation de la voie professionnelle. On peut donc s'attendre au pire. L'objectif est d'augmenter de 50% la durée des stages pour confier encore plus la formation des jeunes à l'entreprise. Il s'agit aussi d'augmenter le nombre d'apprentis. L'équation est simple : l'excellence dans la voie pro c'est réduire sa place dans l'éducation nationale. La double tutelle avec le ministère du travail est en cela plus qu'inquiétante. L'insertion professionnelle est désormais le seul but de la voie pro et non plus seulement la formation du citoyen et de la/du travailleur.euse.

Il va falloir construire le rapport de force. Cela commence par le 29 septembre et l'appel à la grève interprofessionnelle. Inflation, dérèglement climatique, explosion de la pauvreté, répression syndicale et dans le même temps de plus en plus de mépris de classe, ça suffit ! Nous serons en grève le 18 octobre prochain pour défendre les lycées professionnels ! C'est à nous de nous organiser ! La CGT Educ'action Versailles sera aux côtés des personnels pour mener le combat !

Mathieu Moreau
Co-secrétaire académique Versailles

CGT Educ'action Versailles

La Rotonde-32-34 avenue des Champs Pierreux-92 000 NANTERRE

Tel : 06 40 16 79 39

Bilan de rentrée dans l'académie

Dans notre académie, que ce sont principalement les zones de notre rentrée d'éducation prioritaire qui concentrent la crise du recrutement. Les élèves les plus fragiles sont donc également ceux qui subissent le plus cette situation. La méthode Coué de notre administration ne peut masquer les manques de notre service public obligé de naviguer à vue. Le ministère dont la tête a changé mais la politique reste la même est obligé de lâcher des concessions notamment sur les listes complémentaires. Quand on se place du point de vue de l'élève, cette crise du recrutement est plus que problématique car elle implique quoi qu'on en pense une baisse de la qualité d'enseignement (comme dans tous les secteurs en crise de recrutement) et potentiellement une perte d'heures qui ont des conséquences sur le long terme. Il s'avère

Dans le même temps, si l'on se place du point de vue de l'administration, cela répond parfaitement à la commande politique. La loi de transformation de la fonction publique avait notamment pour but d'augmenter le nombre de contractuels en fluidifiant aussi le recrutement. C'est chose faite et cela va continuer. Les innovations en termes de recrutement sont des rendez-vous pris avec le futur. Il est bon ici de rappeler les propos de Mme la rectrice : les initiatives comme les jobs dating ont pour vocation à s'inscrire dans le temps, il s'agit de chercher des talents. Tout cela sonne bien mais quelle est la réalité, le bénéfice pour notre service public. Car il s'agit bien de cela, un service pour le public et non pas une entreprise soumise à un marché concurrentiel. Il est difficile d'entendre les déclarations la main sur le cœur à tous les niveaux de notre administration sur l'attachement au ser-

Il est difficile d'entendre les déclarations la main sur le cœur à tous les niveaux de notre administration sur l'attachement au service public d'éducation et dans le même temps l'application sans contestation et avec zèle d'une politique qui le démantèle.

vice public d'éducation et dans le même temps l'application sans contestation et avec zèle d'une politique qui le démantèle. Il s'agit de faire un bilan de la rentrée dans notre académie à partir de nos remontées.

ÉLECTIONS
2022
FOR

« Il est bon ici de rappeler les propos de Mme la rectrice : les initiatives comme les jobs dating ont pour vocation à s'inscrire dans le temps, il s'agit de chercher des talents. »

900 élèves sans lycée !

A la rentrée, 900 élèves se trouvaient sans affectations dans les lycées de l'Essonne, majoritairement dans la voie professionnelle et dans la voie technologique tertiaire. La CGT et le SNES avaient alerté en juin. La DSDEN avait choisi de ne pas écouter. Finalement, elle a créé quelques classes, tardivement, début juillet, puis fin août. Comme toujours, ces ouvertures se sont réalisées, en désorganisant les établissements et en supprimant des dispositifs dans les lycées : suppression de dédoublement, de dispositifs d'accompagnement... La DSDEN ne respecte jamais les choix des lycées d'utiliser leur marge pour limiter le nombre d'élèves par classe en 2nd ou en 1^{er} STMG, ces créations se font toujours avec des effectifs à 35.

Cela s'est révélé toujours insuffisant. 15 jours après la rentrée, le nombre d'élèves sans solution se compte toujours en centaines. A cela s'ajoute de trop nombreux élèves qui n'ont pas eu l'orientation dans une filière qu'ils souhaitaient ou qui se retrouvent affectés loin de chez eux.

Face au manque de places dans les lycées professionnels, le rectorat et la DSDEN annoncent miser sur « une meilleur mutualisation des capacités d'accueil en apprentissage ». Visiblement, cette pénurie de place dans la voie scolaire permet de tordre le bras des familles pour remplir les CFA.

Un nombre de plus alarmant de collèges et de lycées sont de plus en plus saturés, des constructions d'établissements à taille humaine sont nécessaires. La CGT exige un plan d'urgence pour l'Ecole.

Quelques chiffres extraits du dernier CTA :

Pour le premier degré recrutement de contractuels : 607 non-titulaires nouvellement recruté.e.s, 500 renouvellement soit un total de 1147 contractuels. Il est à noter qu'il y a encore quelques années, il n'y avait pas de non-titulaires dans le premier degré à Versailles.

Pour le second degré 188 nouveaux contractuels. Renouvellement à 2138 enseignants.

Il existe toujours des disciplines en tension : la technologie, la musique, le génie thermique, l'éco gestion option commerce...

Il manque toujours 50 médecins scolaires, une vingtaine de postes d'infirmières, 20 assistantes sociales, 25 postes administratifs, 40 agents de labo...

Pour les AESH, c'est plus de 300 postes qui sont manquants. L'explication est simple pour Mme la rectrice : « nous ne sommes pas compétitifs dans un marché de l'emploi de plus en plus tendu ». On traduit : on ne paie pas assez les personnels !

Des mobilisations dans toute l'académie :

Des mobilisations ont déjà lieu dans les départements sur la question des moyens dans les établissements. Ce fut le cas à Goussainville, à Sarcelle, à Nanterre, à Dourdan, Montgeron. Les effectifs dans les classes augmentent voire explosent notamment dans les lycées de l'ancienne éducation prioritaire. Selon notre président, nous avons largement dépensé dans l'éducation. La question est où ? A la Tourelle, L'ensemble de la communauté éducative souffre du sureffectif dans les classes et le lycée. Il y a 1300 élèves pour un lycée prévu pour 800 élèves. A Goussainville, les effectifs sont en croissance constante depuis des années sans que des solutions soient apportées. On touche régulièrement au mépris de la part de l'administration : « regardez à côté, c'est pire ! ». Nous sommes loin de la rentrée sereine clamée par notre rectorat ! A Montgeron, les collègues étaient en grève en raison de leurs conditions de rentrée et de la perte d'un demi-poste de CPE. A Tesla Dourdan, c'était contre le management autoritaire. Une rentrée paisible donc ?

Macron veut couler la voie pro

Mercredi 13 septembre, dans un lycée professionnel des Sables d'Olonne, Macron a réitéré les éternels poncifs, sur l'éloignement de l'école de l'entreprise, alors même que le lycée qu'il visitait lui en démontrait l'aspect hors sol. En effet, cette affirmation est une contre-vérité, elle est symbolique de la méconnaissance du terrain et de la vie

dre comme modèle pour réformer le lycée pro. La double tutelle Ministère du Travail / Ministère de l'Éducation Nationale de la ministre déléguée à l'enseignement professionnel trouve sa pleine explication.

Certaines annonces sont lourdes de menaces. Partisan d'un adéquationisme radical, il veut que la carte des formations, sous la houlette des régions et des entreprises, réponde

La CGT Éduc'action dénonce cette offensive libérale contre la voie professionnelle sous statut scolaire. Face à l'ampleur des attaques contre l'enseignement professionnel, seule une mobilisation massive permettra le maintien de la voie professionnelle et de ses personnels dans le service public d'Éducation.

Macron fait le constat que le LP "reproduit trop les inégalités sociales" mais il ne fait aucune proposition pour y remédier. La CGT éduc'action demande l'intégration des lycées dans une carte élargie de l'éducation prioritaire ! Le lycée professionnel accueille l'ensemble des jeunes, sans les discriminations qui caractérisent l'entrée en apprentissage, et les fait réussir mieux. C'est donc bien cette voie de formation initiale qu'il faut développer, notamment en lui redonnant les moyens supprimés depuis des années.

Sous couvert d'autonomie renforcée, il annonce des « expérimentations locales », qui devront réorganiser le temps scolaire pour qu'il s'adapte au doublement des PFMP et à leur dérégulation. Le statut des PLP est clairement menacé d'annualisation !

Le recrutement de « professeurs associés », le transfert de l'enseignement des matières professionnelles sur les stages en entreprises, l'annonce de fermetures de filières et d'un plan de reconversion, les suppressions de dédoublement avec des PFMP au fil de l'eau tout cela fait craindre un plan social dans les LP.

Une large intersyndicale de la voie professionnelle appelle à la grève le 18 octobre prochain. Premier syndicat des PLP de l'académie de Versailles, la CGT éducation prendra toute sa place dans la construction de la mobilisation !

Yannick Biliec

Secrétaire départemental 91

Sous couvert d'autonomie renforcée, il annonce des « expérimentations locales », qui devront réorganiser le temps scolaire pour qu'il s'adapte au doublement des PFMP et à leur dérégulation. Le statut des PLP est clairement menacé d'annualisation !

des LP. Les élèves de CAP et de Bac Pro passent déjà plusieurs semaines dans les entreprises. La majorité des collègues d'enseignement pro ont travaillé, avant d'enseigner dans des entreprises.

Il ne fait aucun bilan de la « transformation de la voie professionnelle » portée par Jean Michel Blanquer. Alors même que la réforme de l'apprentissage, est dénoncée par l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle, il veut la pren-



L'intérêt de la voie pro et des PLP : la CGT !

Non à la répression contre Kai Terada !

La CGT Educ'action Versailles apporte son soutien à Kai Terada et vous invite à signer [la pétition de soutien sur Change.org](https://www.change.org/p/la-cgt-educ-action-versailles-apporte-son-soutien-a-kai-terada)

Dimanche 4 septembre, trois jours après la rentrée des classes, un enseignant de mathématiques du lycée Joliot-Curie de Nanterre, M. Kai Terada, a pris connaissance d'un arrêté de suspension de fonctions le concernant pour 4 mois. Aucun motif ne lui a été communiqué pour justifier cette décision. Même la direction du lycée n'en était pas informée.

Kai Terada est un militant SUD Éducation, co-secrétaire départemental du syndicat dans les Hauts-de-Seine. Travaillant au lycée Joliot-Curie depuis 2007, il a participé et animé de très nombreuses luttes, locales et nationales. Il a notamment été une des figures de proue du mouvement « Touche pas ma ZEP » pour la dé-

fense de l'éducation prioritaire dans les lycées. Au quotidien, il est inlassablement engagé pour l'amélioration des conditions de vie des personnels et des élèves. Il est, en particulier, un membre actif du Réseau Éducation Sans Frontières qui défend les droits des mineur·es non accompagnés et des jeunes sans papiers.

L'annonce de la suspension de Kai Terada, sans qu'aucun motif ne lui soit communiqué, a profondément choqué les personnels du lycée Joliot-Curie. De nombreux·ses enseignant·es ont décidé de se mettre en grève dès le lundi 5 septembre pour protester contre cette mesure d'une rare violence envers un agent de l'Éducation Nationale, qui ressemble fort à de la répression syndicale. C'est d'autant plus inacceptable dans le contexte actuel de désaffection du métier d'enseignant·e. Cela ne peut qu'alimenter le fort sentiment de défiance envers l'institution au sein de l'Éducation Nationale, qui se manifeste notamment par un nombre important de démissions.

Lorsque ses défenseurs syndicaux faisaient remarquer que c'était contraire à tous les principes de droit de la défense, le secrétaire général se contentait d'indiquer que ce n'était pas très grave, et que la jurisprudence était de son côté.

Jeudi 8 septembre, il était convoqué au rectorat de Versailles. Son dossier administratif, qu'il a pu consulter au cours de l'entretien, était toujours vide. Au cours de l'entretien, le directeur des ressources humaines lui indiquait qu'aucune faute grave ne lui était reprochée, mais qu'il ferait vraisemblablement l'objet d'une procédure de « mutation dans l'intérêt du service » sous 10 ou 15 jours, dans l'objectif de « ramener la sérénité dans l'établissement ». Lorsque ses défenseurs syndicaux faisaient remarquer que c'était contraire à tous les principes de droit de la défense, le secrétaire général se contentait d'indiquer que ce n'était pas très grave, et que la jurisprudence était de son côté.

Les personnels du lycée exigent que Kai Terada soit rétabli dans ses fonctions.



Budget Ile de France : la région fait les poches des lycées !

Le Conseil Régional d'Ile de France a fait le choix de communiquer son projet de budgets des lycées à la dernière minute, pour empêcher les représentants des organisations de parents d'élèves et des personnels, les groupes d'oppositions, d'en faire une analyse détaillée. Et pour cause, car les moyens ne sont pas là ! 2,2% seulement de prise en compte de l'inflation ! C'est une baisse de budget qui va s'ajouter à la baisse du financement via la taxe d'apprentissage, conséquence de la loi de réforme de la formation professionnelle.

La région communique sur une hausse des budgets de 2 millions, mais se prépare ensuite à faire les poches des lycées ! Le budget annoncé est purement fictionnel, en effet, **la région se prépare à ponctionner les fonds de réserve des lycées ne laissant que 3 mois de fonctionnement. Certains lycées ne recevront que 50 % de la somme qui leur avait été annoncée !**

La région fait les poches des lycées publics, mais fait le choix de renforcer ses aides aux établissements privés, notamment ceux qui accueillent les publics particulièrement favorisés, comme l'école alsacienne ! La Dotation de solidarité, qui devrait compenser les inégalité sociales, est toujours calculée à l'intérieur de l'établissement selon différentes ca-

tégories (CPGE ; lycée GT ; lycée Pro...) et différents seuils. L'utilisation de médianes différentes selon les publics génère toujours une discrimination des publics les plus fragiles. La politique régionale renforce les inégalités sociales !

Au Conseil Inter-Académique de l'Education Nationale d'Ile-de-France, l'ensemble des représentants des organisations syndicales (dont bien évidemment la CGT !)

et des parents d'élèves ont voté contre le projet de budget.

A cette rentrée, par manque de personnels, des cantines étaient fermées pendant plusieurs jours aux LP Perret et Baudelaire d'Évry-Courcouronnes, au LP Sabatier de Bobigny. La vétusté des locaux pose des problèmes de sécurité. Dans plusieurs lycées, des infiltrations d'eau non traités depuis des années ont entraîné l'effondrement des faux plafonds. L'état déplorables des sanitaires, le manque d'agents régions, les fenêtres qui ne s'ouvrent pas ou ne se ferment pas... les sujets sont nombreux.

Alors que la région communique

beaucoup sur le numérique, la vétusté des parcs informatiques, y compris pour des équipements spécifiques pour des enseignements tech-

Le budget annoncé est purement fictionnel, en effet, la région se prépare à ponctionner les fonds de réserve des lycées ne laissant que 3 mois de fonctionnement. Certains lycées ne recevront que 50 % de la somme qui leur avait été annoncée !

niques ou industriels, comme par exemple en CAO-PAO, devient critique.

Les fonds de réserve des lycées servaient souvent à pallier aux retards (où aux erreurs) d'investissements de la Région. Cette marge de manœuvre va être limitée par la politique d'écrêtement. **La situation des lycées d'Ile de France montre la nécessité d'un plan d'urgence qui ne soit pas un plan de communication !**

Communiqué des CGT Educ'action
Versailles, Créteil, Paris.

Les sales profs

L'école face au changement climatique

Combien de degrés en classe cet hiver ?

Cet hiver, il faudra continuer à prendre soin de la planète. Il faudra aussi peut-être aérer les salles pour cause de Covid. En même temps il faudra équilibrer le budget et faire des économies d'énergie. La question du chauffage des établissements scolaires est déjà une urgence budgétaire. Elle va devenir un vrai problème. De nombreux établissements sont déjà dans le rouge du fait de la hausse du coût de l'énergie. Tous regardent vers les collectivités locales qui elles-mêmes interrogent l'Etat. Dans les classes, il y a du souci à se faire.

Casse tête budgétaire

Avant d'être un problème écologique ou réglementaire, la question du chauffage est un casse tête budgétaire. Les établissements ont leur budget calé sur l'année civile. Celle-

ci se termine. Elle est impactée par la forte hausse des flux et des fournitures.

Selon les établissements, en année normale, les flux (chauffage, électricité, eau) représentent de la moitié aux trois quarts de la dotation globale de fonctionnement.

Impossibles 19°C

Tous les établissements ne sont pas logés à même enseigne. Alors que le gouvernement annonce que les bâtiments publics ne devront pas dépasser 19°C cet hiver, de nombreux locaux scolaires ne sont pas adaptés à cette mesure. Beaucoup d'établissements sont des passoires thermiques. D'autres ont des réseaux de chauffage déséquilibrés : il faut 24°C à un bout du bâtiment pour que

Alors que le gouvernement annonce que les bâtiments publics ne devront pas dépasser 19°C cet hiver, de nombreux locaux scolaires ne sont pas adaptés à cette mesure. Certains établissements sont des passoires thermiques.

l'autre bout atteint 19°C.

Un enjeu écologique

La CGT Educ'action et sa fédération dénoncent depuis longtemps l'état du bâti scolaire qui doit faire l'objet d'un plan d'investissement à la mesure des enjeux d'adaptation au climat et de réduction de consommation énergétique.

La collective



Créée en 2019, la Collective de l'académie de Versailles propose aux adhérentes de la CGT Educ'action de se retrouver en non mixité afin d'échanger et de s'outiller sur les problématiques de genre qui traversent notre activité professionnelle et syndicale.

Notre prochaine réunion se déroulera le vendredi 9 décembre, à Nanterre.

Nous organisons également une journée de formation sur les violences sexistes et sexuelles le jeudi 12 janvier 2023, à l'union départe-

mentale CGT de Nanterre.

Si vous souhaitez y participer, faites remonter vos demandes via votre syndicat départemental.

Nous vous invitons également à participer à la Marche Nous Toutes du samedi 19 novembre et à participer aux actions organisées le vendredi 25 novembre dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

En toute sororité,

La Collective Versailles

ADRESSES UTILES

CGT EDUC'ACTION VERSAILLES

La Rotonde - 32-34 Avenue des Champs Pierreux
"92 000 NANTERRE

cgteducversailles@gmail.com

eluscgtversailles@gmail.com

Tel : 06 40 16 79 39

Co-secrétaires académiques :

Mathieu Moreau
et Frédéric Moreau

Responsable Élus CAPA :

Frédéric Moreau

Permanences téléphoniques

Permanences tous les vendredi + permanences téléphoniques en fonction de nos disponibilités : laissez un message pour être rappelés ou envoyez-nous un courriel (Beaucoup d'informations pratiques et d'actualités sur notre site Internet)

<http://www.cgteduc-versailles.fr/>

SDEN-CGT 78

Maison des Syndicats 4, place de Touraine

78 000 VERSAILLES

01 39 49 42 50

06 75 36 49 58

cgteducation78@gmail.com

<http://www.cgteduc-yvelines.fr/>

Co-secrétaires départementaux :

Aude Marin La Meslée

Clémence Allaoui

Permanences : Jeudi et vendredi 9 heures 30—18 heures 30

SDEN-CGT 92

La Rotonde 32-34 Avenue des champs Pierreux 92

000 Nanterre

06 31 33 47 55

Premier degré 06 40 58 25 46

Second degré : 06 38 79 32 38

cgteduc92@gmail.com

Site : <http://cgteduc92.ouvaton.org/>

Secrétaire départemental :

Maxime Pouvreau

Permanences : Le mercredi matin et le vendredi à partir de 10h00

SDEN-CGT 91

12, place des Terrasses de l'Agora

91 034 EVRY CEDEX

09 64 48 48 47

01 60 78 55 43

sdencgt91@gmail.com

Secrétaire départemental :

Yannick Billiec

Permanences : Mardi et jeudi 10h-16h, Mercredi 14 H- 16 H

SDEN-CGT 95

82, bd Gal Leclerc 95 100 ARGENTEUIL

01 34 10 02 55

06 31 89 74 75

sden-cgt-95@wanadoo.fr

Site : <http://ww.cgteducation95.ouvaton.org>

Secrétaire départemental :

Olivier Delous

Permanences : Jeudi à partir de 10 heures